

[Texte]

Mr. Dioguardi: I believe so. That is my understanding.

Mr. Rossi: Okay, I have two more questions.

The Chairman: Mr. Berger.

Mr. Berger: I might be able to add something, just on a point of order. I do not know if companies were always required to sign that return under the Canada Corporations Act. It may have been something that was only instituted in the past 10 or 12 years or so.

Mr. Rossi: Mr. Chairman, what hits me the most is the fact that a registered letter was sent. We have statements specifying that they were not received, but who told you that they were sent? Did somebody advise you that they were sent? Who was that person? I would like to see that person and ask him whether the letters were sent, because the most important thing is the communication between you and this department; that is the most important thing. Somebody, somewhere missed.

Mr. Dioguardi: I believe, if I could just go back over it again, there were four letters sent to four different people. One to the accountants; one to Mr. Kingsland; one to Mrs. Kingsland and one to the solicitor. Three of the four came back. The one to the solicitor, from our information, did not come back, but he testified before the Senate committee that he could not find them in his files; he had no recollection of having received same, so that again, presumably, he had received this, but he cannot find them.

With Mr. Kingsland, the first thing he knew was that he was informed that the company was dissolved when he tried to sell a parcel of land.

Mr. Rossi: I know that part.

Mr. Dioguardi: It is an unfortunate juxtaposition of circumstances.

Mr. Rossi: The most important part for me is that communication, that letter business, if I may add that, because that is where the company is informed that it is going to be dissolved. I think we should find out from the person. Somebody must have advised you that you—letters were sent to you.

Mr. Dioguardi: I believe the real estate transaction triggered everything because normally you get a certificate of good standing that a corporation is alive and well as it were and that it can sell its real estate. When they applied for the certificate of good standing, they found out that the corporation had been dissolved. Therefore inquiries were made and it was found out what had happened, but it was not known before that time.

The président: Monsieur Berger, voulez-vous continuer? Excusez-moi, j'ai le nom de M. Savard sur ma liste.

M. Savard: Monsieur le président, j'aimerais poser une seule question. Vous dites que la compagnie a été dissoute en 1978. Alors, vous avez fait une déclaration d'impôt en 1978, n'est-ce pas. La compagnie en 1978 était supposément dissoute et vous dites que vous ne le saviez pas. En 1979, vous avez fait une autre déclaration d'impôt, n'est-ce pas?

[Traduction]

Mr. Dioguardi: Je le crois.

Mr. Rossi: J'ai deux autres questions à vous poser.

Le président: Monsieur Berger.

Mr. Berger: Je voudrais dire quelque chose à ce sujet. Je ne sais pas si les compagnies ont toujours été tenues de produire une telle déclaration en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes. Il se peut que la mesure date de 10 ou 12 ans et pas plus.

Mr. Rossi: Ce qui me frappe le plus, c'est l'envoi de la lettre recommandée. Vous avez déclaré que vous ne l'avez pas reçue, mais qui vous a dit qu'elle avait été envoyée? Quelqu'un vous a dit qu'il y avait eu des lettres recommandées? Qui? Je voudrais bien pouvoir interroger cette personne au sujet des lettres recommandées. L'aspect le plus important de l'affaire, en effet, est la communication qui aurait dû s'établir entre vous et le ministère. Quelqu'un quelque part n'a pas fait son travail.

Mr. Dioguardi: Avec votre permission, je récapitule les faits. Quatre lettres ont été envoyées à quatre personnes différentes. Une au comptable, une à M. Kingsland, une à M^{me} Kingsland et une à l'avocat. Trois ont été retournées. La lettre à l'avocat, d'après ce que nous savons, ne l'a pas été, mais l'avocat a indiqué devant le comité sénatorial qu'il n'avait jamais pu la retrouver dans ses dossiers. Il ne se souvenait même pas de l'avoir reçue. Donc, il l'avait sans doute reçue, mais il ne pouvait pas la retrouver.

Pour ce qui est de M. Kingsland, il a été informé de la dissolution de la compagnie lorsqu'il a tenté de vendre un terrain.

Mr. Rossi: Je me souvenais de cet épisode.

Mr. Dioguardi: Il s'est agi d'un malheureux concours de circonstances.

Mr. Rossi: Je pense toujours que l'aspect le plus important de l'affaire a été le manque de communication, l'histoire de la lettre. C'était à ce moment-là que la compagnie était informée qu'elle risquait d'être dissoute. Il faudrait trouver la personne responsable. Quelqu'un a dû être chargé de vous aviser. Des lettres vous ont bien été envoyées.

Mr. Dioguardi: C'est la vente de la propriété qui a déclenché toute l'affaire. Normalement, lors d'une transaction, il faut un certificat de conformité montrant que la compagnie existe bien et est habilitée à vendre des propriétés. C'est lorsque la compagnie a voulu obtenir le certificat de conformité qu'elle s'est aperçue qu'elle avait été dissoute. On s'est enquis et on a su ce qui s'était passé. On ignorait tout avant ce moment-là.

The Chairman: Do you want to pursue the point, Mr. Berger? Oh, excuse me, I still have Mr. Savard's name on my list.

Mr. Savard: I only have one question, Mr. Chairman. You state that your company has been dissolved in 1978. You must have submitted an income tax return that year. The company was dissolved then but you were unaware of it. And you must have done the same thing in 1979.